

URGENT

INSECTICIDES TUEURS D'ABEILLES : RETOUR À L'ANORMAL ?!

POURQUOI CETTE CAMPAGNE ?

D'ici à la mi-octobre 2020, sous la pression des betteraviers et de la FNSEA, le gouvernement va tenter de modifier la loi Biodiversité adoptée en 2016. Cette loi, en son article 125, interdisait l'utilisation des insecticides néonicotinoïdes, à compter du 1^{er} septembre 2018. La Confédération Générale des planteurs de betteraves avait donc quatre ans pour anticiper la fin des néonicotinoïdes **mais a préféré tabler sur une dérogation.**

Responsables d'un véritable écocide, **les néonicotinoïdes sont les insecticides les plus toxiques jamais utilisés** (pour une dose donnée, 5 000 à 7 000 fois plus toxique que le DDT pourtant interdit il y a plus de 40 ans).

Depuis leur apparition au milieu des années 90, **le nombre d'insectes volants a été réduit des trois quarts !** Pire, utilisés en enrobage des semences, ces insecticides se diffusent en continu dans toute la plante et **contaminent les**

écosystèmes encore aujourd'hui, des années après leur interdiction. 80 à 98% de ces insecticides se retrouvent dans les sols et contaminent les écosystèmes même si la plante ne fleurit pas. **On retrouve ainsi encore aujourd'hui des traces d'imidaclopride,** l'un des principaux insecticides néonicotinoïdes utilisés dans des milliers d'analyses d'eau de surface et dans les cours d'eau. Pire, la clothianidine, l'imidaclopride et le thiaméthoxame, pourtant interdits depuis 2013 par l'Union européenne en traitement du colza **sont encore présents dans les analyses menées cinq ans plus tard !**

En envisageant de réautoriser ces insecticides « tueurs d'abeilles », **le gouvernement renonce non seulement à la transition agricole mais prend également le risque d'une**

NÉONICOTINOÏDES:



pénurie alimentaire à venir, en raison de l'extinction des pollinisateurs. **80% des espèces végétales dépendent du travail gratuit des insectes pollinisateurs.**

Vous n'avez que quelques jours pour interpellier le ministre de l'Agriculture et la ministre de la Transition Écologique. **C'est urgent. C'est vital !**

URGENT

Interpellez le ministre de l'Agriculture et la ministre de la Transition Écologique avant le 31 décembre 2020

agir
POUR
L'ENVIRONNEMENT



TO BEE* OR NOT TO BEE ?!

*abeille

Suite à un hiver exceptionnellement doux, un puceron, vecteur de la jaunisse de la betterave, s'est répandu sur une partie des exploitations betteravières entraînant une baisse des rendements de 8 à 15%.

Dans une précipitation inacceptable, sans débat ni évaluations sérieuses, autres que celles présentées par les lobbies de l'agrochimie, le gouvernement souhaite lever l'interdiction des néonicotinoïdes. Certaines études ont démontré que cet insecte, à force d'être exposé à un cocktail d'insecticides serait devenu multirésistant, y compris aux néonicotinoïdes !

Le gouvernement souhaite, de surcroît, profiter de la modification législative à venir **pour supprimer toute évaluation environnementale et étude d'impact en cas de réautorisation de ces insecticides** pour d'autres filières agricoles. Nul ne sera donc capable d'évaluer l'efficacité éventuelle des traitements pesticides et de leur impact écosystémique.

Incidemment, le projet de loi qui sera présenté aux députés par le gouvernement ne se limite pas à réautoriser les néonicotinoïdes pour les seules betteraves **mais ouvre la porte à un grand retour de ces insecticides « tueurs d'abeilles »**. Nul doute qu'après les betteraves, les maïsiculteurs ou les viticulteurs exigeront le même traitement... toxique !

À noter enfin que les rendements de la filière de la betterave ont **presque doublé en 40 ans**, que 9% des betteraves **finissent dans le réservoir des voitures**, et que la moitié du sucre extrait des betteraves est **exportée et utilisée par l'industrie de la malbouffe**.

La fin des quotas encadrant le marché de la betterave à sucre a créé les conditions d'une crise de ce secteur et ce, bien avant l'attaque de

ce puceron. C'est à cette logique néolibérale de restructuration cynique qu'il convient de s'attaquer si l'on veut réellement soutenir la filière betterave en France.

Au lieu de persévérer dans l'erreur, le gouvernement doit aider l'agriculture française à **changer de modèle**. Cela passe par un grand plan de soutien technique et financier de l'État pour **aider les agriculteurs à sortir d'un modèle dopé par la chimie** : des parcelles moins grandes, des assolements réguliers et des rotations plus fréquentes, le retour des haies, la fin des monocultures et un soutien accru à l'agriculture biologique.

